

UN APPEL à la PAIX et au CHANGEMENT

(Signé par le Mouvement franciscain Justice et paix, le 4 décembre 2007-)

Le mouvement Franciscain de Justice et de Paix de la Paz, réuni en assemblée et devant les événements qui viennent de se dérouler dans le pays, nous exprimons notre opinion et notre engagement devant l'opinion publique :

1. Nous lamentons la situation à laquelle nous a conduits le fanatisme fasciste de ceux qui prétendent imposer « leur démocratie » par la force et la violence et qui a généré deuil et douleur dans la famille bolivienne. Nous prions pour le repos éternel des défunts et nous demandons pour nous qui vivons encore, que nous commencions à utiliser les moyens que nous donnent la raison et les lois pour débattre et chercher les solutions qui soient pour le bien commun de notre peuple.
2. Nous croyons qu'il est nécessaire que les autorités compétentes assument leur responsabilité pour rechercher, juger et ne pas laisser impunis les assassins, les responsables de la destruction de la propriété publique et privée, générée par des actes de vandalisme de différents groupes de choc.
3. Nous demandons au gouvernement qu'il utilise les lois et la majorité qui l'appuya aux élections, sans nécessité de recourir à des affrontements, ni à des mobilisations, afin de pouvoir terminer le mandat que le peuple lui a donné pour réaliser l'Assemblée constituante et obtenir l'approbation d'une nouvelle Constitution politique de l'Etat, dans laquelle nous puissions nous sentir partie prenante toutes et tous les boliviens.
4. Nous demandons à l'opposition qu'elle respecte les règles du jeu démocratique. Il ne suffit pas de le proclamer dans les moyens de communication, mais de le mettre en pratique dans la politique au quotidien. Les attitudes qu'ils ont manifestées durant le temps où a duré l'Assemblée Constituante, ont été ambiguës : en effet, pour une part, ils ont voulu participer au processus politique et pour une autre, ils ont fait obstacle au développement de l'Assemblée en empêchant qu'elle parvienne à sa conclusion normale.
5. Nous reconnaissons la légalité de la session plénière de l'Assemblée Constituante qui, avec 147 constituants, appartenant à 10 forces politiques des 16 qui ont une représentation, réalisa la modification du Règlement des débats pour permettre que ce conclave puisse conclure, dans le temps défini par la loi, l'approbation du travail réalisé par les 21 commissions de travail, avec l'approbation en grand d'une nouvelle Constitution politique de l'Etat.
6. Sans la nouvelle Constitution politique de l'Etat, nous n'aurons pas la décentralisation et l'autonomie désirés, ni les changements pour lesquels le peuple a lutté. Aussi, tous ceux qui s'opposent à la naissance d'une nouvelle Bolivie, sont en train de cacher, derrière divers mensonges, leurs motifs véritables, leurs intérêts personnels et leurs privilèges. L'appel au « refus » et à la mise en place des pouvoirs de fait sont les contradictions dans lesquelles se trouvent ceux qui se proclament « démocrates » mais maintiennent des attitudes propres à la dictature et aux gouvernements imposés.
7. Nous exigeons que tous les constituants participent à la révision en détail de la nouvelle Constitution Politique de l'Etat afin d'arriver à une proposition concrète qui devra être présentée au peuple pour son approbation par référendum.
8. Nous plaçons pour un dialogue ouvert, si c'est nécessaire, avec l'arbitrage d'une autorité morale, ou dans une session ouverte aux moyens de communication, pour valider les accords assumés et que ceux-ci ne restent pas méconnus par la suite, au nom d'intérêts partisans ou de groupes de la population.

9. Nous nous unissons dans la prière et nous invoquons notre Dieu afin que tous les chrétiens nous assumions les racines de la pratique sociale de Jésus- Christ, disposé à donner sa vie pour les autres mais non à l'enlever à qui que ce soit et nous demandons que la paix règne dans nos cœurs pour que nous puissions la transmettre aux autres, en incluant ceux qui ne pensent pas comme nous.
10. Nous faisons des vœux pour une Patrie unie qui accueille et intègre toutes et tous les boliviens et nous offre des jours meilleurs de solidarité et d'égalité où personne ne se sente exclu.